

Casablanca, le 04 juillet 2025

COMMUNIQUE DE PRESSE

MAROC CONJONCTURE N° 380

Le Centre Marocain de Conjoncture est ravi de vous informer de la sortie de son tout dernier numéro mensuel, « **Maroc Conjoncture** » n° 380. Voici un aperçu des principaux axes abordés :

Résurgence du Protectionnisme : Quels impacts sur l'économie mondiale en 2025 ?

La politique commerciale américaine s'est fortement durcie en ce début d'avril. Le Maroc est désormais soumis au tarif 'de base' de 10% alors que l'UE, la Chine et d'autres pays sont frappées par des taux plus élevés. Les tensions commerciales à l'œuvre pénalisent les perspectives de croissance et menacent d'augmenter l'inflation et de perturber les marchés financiers.

Pour le Maroc, l'effet potentiel du néo protectionnisme américain reste faible, étant donné la part faible des exportations adressées aux Etats-Unis y compris dans l'automobile. Cependant, les perspectives des investissements chinois dans le secteur automobile pourraient être affectées en cas de rebondissements défavorables de la politique commerciale américaine. Des opportunités existent si le Maroc réussit à attirer des entreprises désireuses de contourner les barrières douanières imposées à la Chine notamment afin d'exporter vers le marché américain.

Politique Economique : Recadrage du Policy-mix pour le soutien à l'activité et la relance

La baisse des pressions inflationnistes avec le retour à des rythmes de hausse des prix relativement plus soutenables, a permis de libérer les principaux instruments du policy-mix pour les recentrer sur les objectifs de soutien à l'activité économique et de relance de la dynamique de croissance. Le recadrage de la politique économique dicté par le nouveau contexte conjoncturel ressort des principales orientations assignées à l'action publique dans ses multiples volets, budgétaire, monétaire et financier. La programmation budgétaire, s'inscrivant dans une perspective de relance, a opté depuis le début de l'exercice pour la redynamisation du cycle d'activité en visant, prioritairement, le soutien à l'investissement et la poursuite de l'effort de diversification productive, à travers la promotion des programmes de développement sectoriels tant au plan des activités émergentes que des infrastructures économiques et sociales. Ces actions ont été accompagnées, au plan monétaire et financier, par une série de mesures visant l'amélioration des conditions de financement et la réduction du coût du crédit au bénéfice de l'entreprise.

Monnaie et Crédit en 2025 : Prémisses d'une hausse soutenue en phase avec la reprise des activités productives

Pour accompagner la reprise des activités comme peut en attester la hausse prévisible du PIB de 5% en 2025 (soit une hausse de 1,2 point de pourcentage comparativement à l'exercice précédent), les crédits bancaires en direction du secteur non financier devraient s'inscrire sur une pente nettement haussière contre des seuils observés nettement moindres en 2024.

Pour Relancer l'Emploi : Améliorer le climat des affaires pour revitaliser le marché du travail

Le marché du travail traverse une période de fortes turbulences, marquée par une remontée significative du chômage, qui affecte particulièrement les jeunes, les diplômés et les femmes. L'amélioration du climat des affaires est la voie royale pour dynamiser l'investissement privé et, par conséquent, favoriser la création d'emplois stables et qualifiés. Les efforts déployés depuis une décennie en faveur de la simplification des procédures administratives, de l'harmonisation du cadre juridique des affaires et de la modernisation des infrastructures n'ont pas suffi à transformer le Maroc en un pôle d'attractivité robuste pour les investisseurs, en particulier étrangers.

Projet d'Autoroute Electrique Sud-Centre : Un projet énergétique structurant et intégrateur de grande envergure

Le projet d'autoroute électrique reliant les sites de production au sud du pays aux différents foyers de consommation au nord s'inscrit dans une stratégie globale engagée depuis plus de deux décennies visant principalement le développement des capacités de production en énergies renouvelables, l'amélioration du mix-électrique et la réduction de la dépendance énergétique du pays. Le montage institutionnel du projet, son organisation et sa mise en œuvre reposent sur un système de gouvernance structuré autour d'un Partenariat Public Privé (PPP) impliquant des acteurs institutionnels majeurs. Sur le plan technique, le projet de liaison électrique en courant continu de haute tension, atteignant 400 kV, porte sur une distance de 1400 km avec une capacité globale de 3000 MW. Cette infrastructure répond à la nécessité impérieuse de relier les parcs renouvelables développés dans les régions du sud du pays aux principaux centres de consommation. De par sa dimension en tant qu'infrastructure d'interconnexion d'envergure reliant les sites de production aux zones industrielles de grande consommation, la dorsale de transport d'électricité à haute capacité est d'une portée stratégique pour le pays avec des effets multiples tant au plan économique, social qu'environnemental.

Comptes Nationaux de l'Exercice 2024 : Un cycle de croissance en voie de consolidation 3,8 %

La dynamique de croissance s'est nettement consolidée depuis le redressement du cycle d'activité amorcé près de deux années auparavant. Les dernières données des comptes nationaux estiment le taux de croissance global en 2024 à 3,8 %, en amélioration de 0,1 point par rapport à l'année précédente. Ce résultat témoigne de la capacité de résilience de l'économie nationale face aux multiples contraintes qu'impose un environnement fluctuant et de plus en plus incertain. La consolidation du cycle croissance, dans une conjoncture marquée par la persistance de la sécheresse et de ses répercussions directes sur les performances de l'agriculture et des activités qui lui sont directement liées, tient principalement au dynamisme accru des principales composantes de la demande intérieure favorisé, notamment, par l'intensification de l'effort d'investissement. Elle tient également au redressement de la demande extérieure, particulièrement au niveau des marchés de proximité.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75

Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma

Facebook : www.facebook.com/centremarocainconjoncturecmc